

# Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

## Mission CSPS : Catégorie 3



Indice	Date	Modifications	Rédaction
2	26/11/2025	PGSC du 26/11/2025	Mickael MESNIER

Indice	Date	Modifications	Rédaction
1	25/11/2025	PGSC indice 1 du 25/11/2025 Commentaire : 1.1. Liste des intervenants 2.1.1. Amiante 4.1.1. Travaux exposant à des substances chimiques ou agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction - Silice cristalline 4.1.2. Travaux de démolition et de déconstruction	Mickael MESNIER
0	25/11/2025	PGSC indice 0 du 25/11/2025	Mickael MESNIER

# SOMMAIRE

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

### 1.1. Liste des intervenants

#### 1.1.1. Rôle des intervenants

### 1.2. Liste des lots

#### 1.2.1. Attribution

### 1.3. Renseignements généraux concernant l'opération

#### 1.3.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

## 2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

### 2.1. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

#### 2.1.1. Amiante

## 3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

### 3.1. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

#### 3.1.1. Organisation des stockages de matériaux et matériels

### 3.2. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

#### 3.2.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

#### 3.2.2. Nettoyage et évacuation des déchets

### 3.3. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

#### 3.3.1. Moyen d'alerte des secours

#### 3.3.2. Consignes de sécurité

#### 3.3.3. Sauveteurs secouristes du travail

#### 3.3.4. Matériel de secours

### 3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

#### 3.4.1. Base vie - Définition des installations

#### 3.4.2. Base vie - Modalités d'organisation

## 4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

### 4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

#### 4.1.1. Travaux exposant à des substances chimiques ou agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction - Silice cristalline

#### 4.1.2. Travaux de démolition et de déconstruction impliquant les structures porteuses

#### 4.1.3. Travaux de plâtrerie

#### 4.1.4. Travaux de revêtement de sols

#### 4.1.5. Travaux d'agencement

#### 4.1.6. Prévention du risque incendie

## 5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

### 5.1. Modalités de coopération

#### 5.1.1. Plan Général Simplifié de Coordination

#### 5.1.2. Désignation des entreprises

#### 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

#### 5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers

#### 5.1.5. Présence de personnel étranger

#### 5.1.6. Inspection Commune

#### 5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié

#### 5.1.8. Rôle du coordonnateur

#### 5.1.9. Registre journal

#### 5.1.10. Définition des personnes autorisées

## 6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

## 7 ANNEXES

- 7.1 Rapport de repérage de l'Amiante avant travaux.pdf**
- 7.2 Planning prévisionnel - CAF des DEUX-SÈVRES-APD.pdf**
- 7.3 PHASAGE TRAVAUX.pdf**

# 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

## 1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	CAF	51 route de Cherveux 79000 NIORT
Maître d'oeuvre	AGAURA ARCHITECTURE	15 Bis Avenue Edmond Grasset 17440 AYTRE
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	493 avenue de Paris Bâtiment 6 79000 NIORT
Organisme de prévention	DREETS	30 Rue Hôtel de ville 79000 NIORT
Organisme de prévention	CARSAT	189 Av. de la Rochelle 79000 NIORT
Organisme de prévention	OPPBTP	1, rue Langlois 79000 NIORT
Coordonnateur SPS suppléant	SOCOTEC	493 avenue de Paris Bâtiment 6 79000 NIORT

## 1.2. Liste des lots

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
01 - Démolition – Curage			
02 - Gros Oeuvre			
03 - Menuiseries extérieures			
04 - Cloisons/ Doublage			
05 - Agencement			
07 - Carrelage			
08 - Sols souples			
09 - Electricité			
10 - Plomberie – Chauffage – Vmc			
12 - Espace Vert			
13 - Signalétique			

### **1.3. Renseignements généraux concernant l'opération**

#### **1.3.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage**

##### **Description générale de l'opération et de l'ouvrage**

**Le présent projet consiste à réaménager l'accueil du bâtiment CAF.**

## 2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

### 2.1. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

#### 2.1.1. Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage a fait établir un diagnostic en recherche d'amiante avant travaux par la société SOCOTEC . ..</p> <p>Ce rapport est joint en annexe du présent PGC pour consultation des entreprises.</p> <p><b>Le rapport a conclu l'absence de matériaux contenant de l'amiante</b></p>	<p>Maître d'ouvrage Maître d'œuvre Tous Corps d'état</p>

### 3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

#### 3.1. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

##### 3.1.1. Organisation des stockages de matériaux et matériels

Dispositions prévues	A la charge de
Des zones de stockage seront aménagées dans l'enceinte clôturée du chantier. Afin d'en permettre une utilisation normale, ces zones seront, nivelées et empierrées dès la phase des terrassements généraux.	02 - Gros Oeuvre
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	Tous Corps d'état Maître d'œuvre

#### 3.2. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

##### 3.2.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Les déchets de chantier feront l'objet d'un tri sélectif et d'une gestion commune pour l'ensemble du chantier. L'organisation du tri sélectif comprenant la réalisation et l'entretien d'une plate-forme de regroupement des déchets, la mise à disposition des bennes, la signalétique explicative destinée aux personnels.	02 - Gros Oeuvre

##### 3.2.2. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.	Tous Corps d'état
Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	Tous Corps d'état

#### 3.3. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

##### 3.3.1. Moyen d'alerte des secours

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	Tous Corps d'état



**3.3.2. Consignes de sécurité**

Dispositions prévues	A la charge de
Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DDETS), l'OPPBT et le coordonnateur sécurité.	Tous Corps d'état
Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.	Maître d'ouvrage

**3.3.3. Sauveteurs secouristes du travail**

Dispositions prévues	A la charge de
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Tous Corps d'état

**3.3.4. Matériel de secours**

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Tous Corps d'état

**3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier****3.4.1. Base vie - Définition des installations**

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires de la Base de vie : Aménagement d'un local, comprenant la réalisation des cloisonnements, la mise en place d'éclairage. Le local sera, équipé a minima, d'un WC pour 20 personnes, d'un point d'eau à température réglable pour 10 personnes.	Maître d'ouvrage 02 - Gros Oeuvre
Réfectoires : Aménagement d'un local, comprenant la réalisation des cloisonnements, la mise en place d'éclairage, d'installation de chauffage et d'un sol stratifié. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, chauffe-plats et réfrigérateur.	Maître d'ouvrage 02 - Gros Oeuvre
Vestiaires de la Base de vie : Aménagement d'un local, comprenant la réalisation des cloisonnements, la mise en place d'éclairage. Les locaux seront équipés de sièges et d'armoires correspondant à l'effectif TCE.	Maître d'ouvrage 02 - Gros Oeuvre
Mise à disposition d'une Salle de réunion dans les locaux existants pour toute la durée des travaux.	Maître d'ouvrage

**3.4.2. Base vie - Modalités d'organisation**

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra l'adaptation des installations communes pendant toute la durée de l'opération. A savoir: Déplacement de la base de vie, suivant les nécessités des travaux, adaptation du dimensionnement en fonction de l'évolution des effectifs des personnels. Les équipements seront prévus pour recevoir du personnel féminin si nécessaire.	Maître d'ouvrage 02 - Gros Oeuvre
Les installations communes de chantier seront aménagées dans le bâtiment existant.	Maître d'ouvrage 02 - Gros Oeuvre

## 4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

### 4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

#### 4.1.1. Travaux exposant à des substances chimiques ou agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction - Silice cristalline

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux de démolition seront réalisés sous système d'abattage à l'eau .	01 - Démolition – Curage
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux à sec de ponçage, piquage, carottage, perçements, tronçonnage, démolition manuelle, sablage, décapage, balayage, soufflage seront interdits sur les ouvrages à risque d'émission sans le recours d'équipements équipés de captage par aspiration des poussières à la source.	Tous Corps d'état
Les zones de travaux intérieurs avec risque d'émission de poussières à silice cristalline devront être interdites d'accès aux autres intervenants. Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant l'accès à la zone présentant un risque.	01 - Démolition – Curage
Les entreprises réalisant des travaux à risque d'émission de poussière de silice cristalline devront effectuer des mesures de la concentration de l'atmosphère en silice de façon régulière et lors de tout changement dans des conditions susceptibles d'avoir des conséquences sur l'exposition des salariés.	Tous Corps d'état
Privilégier la découpe des éléments en béton, par voie humide pour éviter la production et propagation des fumées de poussières.	01 - Démolition – Curage

#### 4.1.2. Travaux de démolition et de déconstruction impliquant les structures porteuses

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage fera consigner les branchements, électricité, gaz, eau, par les concessionnaires. Le maître d'ouvrage devra remettre à l'entreprise les attestations de confirmation que les réseaux concessionnaires sont neutralisés à l'extérieur du bâtiment. Préalablement au démarrage de son intervention, l'entreprise de démolition s'assurera sur le site de la consignation effective des branchements.	Maître d'ouvrage
Préalablement au démarrage des travaux de préparation à la démolition, les entreprises titulaires des lots, électricité, plomberie, ventilation, climatisation, etc seront tenues de consigner les installations et équipements situés dans les zones de démolitions. Une procédure écrite de consignation sera établie pour chaque type de réseau et équipement. Cette procédure sera adressée à l'entreprise de démolition avant le démarrage des travaux. Une attention particulière sera apportée à la consignation des réseaux d'électricité, et de gaz.	09 - Electricité 10 - Plomberie – Chauffage – Vmc
Sur les postes à émission de poussière l'entreprise installera un dispositif de brumisation dans la zone de travaux.	01 - Démolition – Curage

**4.1.3. Travaux de plâtrerie**

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra prévoir les moyens mécaniques adaptés pour les approvisionnements par les balcons. Les approvisionnements devront se faire sans démontage des protections collectives. Préalablement au démarrage des approvisionnements, l'entreprise devra s'assurer, de la charge admissible des balcons, auprès de l'entreprise de gros œuvre ou de son bureau d'études. En cas d'incompatibilité de la charge admise avec les charges à approvisionner, l'entreprise devra la mise en place des moyens d'étalement complémentaires qui serait nécessaire, via l'entreprise de gros œuvre.	04 - Cloisons/Doublage
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	04 - Cloisons/Doublage
Les sacs de produits, emballages et chutes de matériaux seront rassemblés et conditionnés au fur et à mesure dans la zone de préparation pour évacuation dans la benne de chantier au quotidien ou pour évacuation du chantier.	04 - Cloisons/Doublage

**4.1.4. Travaux de revêtement de sols**

Dispositions prévues	A la charge de
La mise en œuvre de chape prête à l'emploi sera privilégiée, la confection sur place est à éviter pour limiter l'encombrement du chantier.	07 - Carrelage
La zone de préparation sera balisée, les sacs de liant seront conditionnés et évacués au quotidien.	07 - Carrelage
Lors de l'utilisation de colles ou solvants, la zone de travail devra être ventilée. L'accès sera interdit aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique. L'entreprise installera la signalisation rappelant l'interdiction de fumer et d'avoir recours à l'utilisation d'équipement à flamme vive.	08 - Sols souples
Lors des travaux de ponçage des sols, les équipements utilisés devront être équipés d'un dispositif de captage des poussières. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	08 - Sols souples

**4.1.5. Travaux d'agencement**

Dispositions prévues	A la charge de
Les équipements utilisés pour les travaux de ponçage, rabotage, et découpe, seront équipés de récupérateur de poussière. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	05 - Agencement
L'application des vernis de finition sera privilégiée en atelier pour éviter les nuisances avec les produits éventuels à base de solvants.	05 - Agencement

**4.1.6. Prévention du risque incendie**

Dispositions prévues	A la charge de
Lors de la réalisation de travaux par point chaud ou à risque d'incendie (soudure, brasure, disqueuse, etc) le poste de travail devra être équipé d'un moyen d'extinction, adapté au risque et à l'environnement.	Tous Corps d'état
Les travaux par points chauds à réaliser à l'intérieur des locaux existants, doivent obligatoirement être signalés au chef d'établissement pour arrêter les mesures de prévention éventuelles.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les travaux par point chaud (soudure, brasure, disqueuse, ...) doivent être réalisés sous couvert d'un permis de feu. Le permis de feu est à demander à chaque intervention et sera délivré par l'établissement.	Tous Corps d'état

## 5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

### 5.1. Modalités de coopération

#### 5.1.1. Plan Général Simplifié de Coordination

Le maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGSC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGSC, ainsi que son propre PPSPSS.

#### 5.1.2. Désignation des entreprises

Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, nom de l'interlocuteur) des entreprises titulaires de lot.

#### 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises agréées.

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

#### 5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.

#### 5.1.5. Présence de personnel étranger

En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

#### 5.1.6. Inspection Commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.

### 5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié

#### Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié

##### Les mentions du PPSPS

##### Il s'agira de mentionner :

- Les renseignements administratifs : ils doivent compléter ceux déjà mentionnés dans le PGCSPPS. Il est utile d'indiquer les coordonnées de l'entreprise, l'effectif prévu pour la réalisation des travaux, les coordonnées de la personne chargée de diriger les travaux et habilitée à contresigner le registre journal ;
- Les précisions relatives à l'organisation des secours : elles doivent compléter celles déjà mentionnées dans le PGCSPPS. Il est utile de préciser les coordonnées des salariés occupés sur le chantier qui ont reçu une formation de secouristes. Prévoir de permettre leur identification par le port d'un brassard ou par un adhésif particulier sur le casque.
- le contenu de la boîte à pharmacie;
- les mesures relatives à l'hébergement et aux installations sanitaires de chantier. L'entrepreneur doit mentionner les installations et locaux (vestiaires, sanitaires, réfectoire, bureau de chantier), destinés aux personnels ainsi que leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible ;
- l'indication des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération. Il s'agit d'énoncer les matériels, engins et dispositifs (banches, nacelles élévatrices, engins de terrassement et de levage, échafaudages roulants...) qui seront nécessaires à la réalisation des travaux. Pour chaque matériel, il conviendra de préciser leur moyen de stockage, de stabilisation, d'entretien, de vérification éventuelle. Les matériels ou engins loués devront être intégrés à cette rubrique ;
- le détail des modes opératoires retenus. Il s'agit de détailler les modes opératoires et procédés d'exécution susceptibles d'avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs occupés sur le chantier et d'expliquer les précautions prises en termes d'organisation du travail et de mise en place de protections collectives
- les risques générés par les autres entreprises ou par le chantier et son environnement. Il s'agit d'énumérer les risques importés par les autres intervenants (projections, bruit, poussières, explosion, incendie, chute d'objets...) et les moyens mis en place pour y remédier. Il s'agit également d'énumérer les risques importés par l'environnement du chantier
- les risques découlant de l'incidence des modes opératoires de l'entreprise sur les autres intervenants. Il s'agit là des risques exportés par l'entreprise. Ces précisions sont utiles pour informer les entreprises avoisinantes et leur permettre de mettre en place les moyens adaptés ;
- les mesures prévues pour l'accès au chantier des simples fournisseurs. Si le PGCSPPS a prévu des règles particulières d'accès au chantier et si l'entreprise est susceptible de recevoir des livraisons fréquentes et/ou importantes, l'entreprise devra indiquer comment elle organise ses livraisons pour les adapter aux règles définies.

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGSC, ainsi que son propre PPSPSS. Les PPSPSS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPSS sur le chantier.

### 5.1.8. Rôle du coordonnateur

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

### 5.1.9. Registre journal

Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

Le registre journal sera diffusé sur demande écrite des intervenants de l'opération ou des organismes de contrôle et de prévention.

### 5.1.10. Définition des personnes autorisées

Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au coordonnateur SPS.

Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.

## 6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Mickael MESNIER	Tél : 0614407709 Email : mickael.mesnier@socotec.com
Etabli le : 25/11/2025 Date de modification : 26/11/2025	Elements modifiés :

### **Partie à remplir par le CSPS:**

Adresse chantier : 51 Route de Cherveux 79000 Niort	
Contraintes horaires de livraisons :	Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS)
Autres renseignements utiles : (contraintes administratives, etc..)	

### **Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :**

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :
Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	



**Projet de Plan d'installation de chantier avec :**

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)

## **Annexes :**

### **1 Rapport de repérage de l'Amiante avant travaux.pdf**



AGENCE CONSTRUCTION NIORT

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

51, route de Cherveux

79034 NIORT CEDEX 9

216C0/16/2292a

Objet : Repérage amiante avant  
travaux – C.A.F. NIORT

BESSINES, le 27 juin 2016

Madame, Monsieur,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint, le document suivant, concernant l'opération ci-dessus référencée :

→ **RAPPORT DE REPERAGE DE L'AMIANTE AVANT TRAVAUX**

Vous en souhaitant bonne réception,

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

PJ : 1 rapport

Sylvie DUGLEUX Assistante  
Pour Isabelle SEGUINEAU  
Responsable d'Agence  
12 rue de l'Angélique  
79000 BESSINES  
Tél : 05 49 09 97 30 - Fax : 05 49 09 97 39  
construction.niort@socotec.com

Parc d'affaires de l'Ebaupin, 12, rue de l'Angélique – 79000 BESSINES  
Tél. : 05 49 09 97 30 - Fax : 05 49 09 97 39 – [construction.niort@socotec.com](mailto:construction.niort@socotec.com)

SOCOTEC France - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 17 648 740 euros  
542 016 654 RCS Versailles - Siège social : Les Quadrants - 3 avenue du Centre - CS 20732  
Guyancourt - 78182 St-Quentin-en-Yvelines Cedex - FRANCE - [www.socotec.fr](http://www.socotec.fr)





**SOCOTEC**

Parc d'Affaires de l'Ebaupin  
79000 NIORT BESSINES  
Tél : 05.49.09.97.30  
Fax : 05.49.09.97.39  
Cconstruction.niort@socotec.fr

## Rapport de repérage de l'amiante avant travaux



<b>Bien immobilier concerné</b>	<b>CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES 51, ROUTE DE CHERVEUX BATIMENT BUREAUX 79034 NIORT CEDEX 9</b>	N° dossier : 1604216C0000001/001 N° de canevas : NIORT_588 v2.05.02
<b>Propriétaire</b>	CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES 51, ROUTE DE CHERVEUX 79034 NIORT CEDEX 9	Réf. du rapport : 216C0_AMI_16_2292
<b>Demandeur</b>	CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES 51, ROUTE DE CHERVEUX 79034 NIORT CEDEX 9	Date(s) de visite 14/06/2016 Date de commande :

### CONCLUSION

**DANS LE CADRE DE LA MISSION DECRITE EN TETE DE RAPPORT, IL N'A PAS ÉTÉ REPERE DE MATERIAUX OU PRODUITS SUCEPTIBLE DE CONTENIR DE L'AMIANTE SUR DECISION DE L'OPERATEUR DE REPERAGE.**

Visite de l'ensemble des parties de l'immeuble.

Fait à : NIORT  Le : 27/06/2016	Auteur du rapport : Isabelle SEGUINEAU Certificat de compétence n°DTI / 0811-010 délivré par SQI Contrat d'assurance AXA n°37503519275087, validité 31/12/2016	Signature : 
---------------------------------------	--	-----------------

Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.  
Il comprend 8 pages et en annexe 3 photo(s) de composant, 0 plan(s), 2 PV d'analyse de laboratoire, 1 certificat de compétence.  
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : SQI

SOCOTEC France - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 17 648 740 euros 542 016 654 RCS Versailles  
Siège social : Les Quadrants - 3 avenue du Centre - CS 20732 Guyancourt - 78182 St-Quentin-en-Yvelines - France - www.socotec.fr

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES - 51, ROUTE DE CHERVEUX - BATIMENT BUREAUX -  
79034 NIORT CEDEX 9



Rapport :  
Dossier : 1604216C0000001/001

## ► Sommaire

► 1. Objet de la mission .....	3
1.1 Description précise de l'immeuble .....	3
1.2 Parties de l'immeuble .....	3
1.3 Description des travaux .....	3
► 2. Déroulement de la mission .....	4
2.1 Prestations réalisées : .....	4
2.2 Personnes présentes lors de la visite : .....	4
2.3 Informations complémentaires sur la visite .....	4
2.4 Rapports précédemment réalisés communiqués à SOCOTEC .....	4
2.5 Liste des PV antérieurs mis à disposition de SOCOTEC .....	4
2.6 Plans des parties d'immeuble concernées par la mission .....	5
► 3. Résultats détaillés du repérage .....	6
3.1 Composants contenant de l'amiante .....	6
3.2 Composants non susceptibles de contenir de l'amiante, (reconnaissance visuelle) .....	6
3.3 Composants repérés sans amiante, (analyse en laboratoire) .....	6
3.4 Composants de la liste de l'annexe A de la norme NF X 46-020 non analysés (*) .....	6
► 4. Autres composants repérés .....	7
4.1 Autres composants portés à la connaissance de l'opérateur contenant de l'amiante .....	7
4.2 Autres composants portés à la connaissance de l'opérateur ne contenant pas d'amiante .....	7
4.3 Autres composants portés à la connaissance de l'opérateur en attente d'analyse .....	7
► 5. Obligations consécutives aux travaux de retrait ou de confinement .....	8
► 6. ANNEXES	1

Code mission HCAG

Rapport de repérage Amiante avant travaux P 2 / 8





Rapport :  
Dossier : 1604216C0000001/001

## ► 1. Objet de la mission

La mission confiée à SOCOTEC a pour objet le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans un immeuble bâti préalablement à la réalisation des travaux définis au chapitre 1.3. Elle comporte :

La recherche de la présence des matériaux et produits de la liste A1 de la norme NF X 46-020, concerné par les travaux;

L'identification et la localisation des matériaux et produits qui contiennent de l'amiante.

Le présent rapport est destiné à **constituer le rapport de repérage avant travaux dans l'immeuble.**

*L'intervention de SOCOTEC est effectuée dans le cadre de la norme NF X 46-020. Elle porte sur les composants figurant dans le tableau A1 de l'annexe A de cette même norme.*

Sauf indication contraire dans la suite du rapport, la recherche n'a pas porté sur les ouvrages suivants : voiries réseaux enterrés, étanchéité des réseaux enterrés.

### 1.1 Description précise de l'immeuble

Activité principale de l'immeuble : Etablissements sociaux

Construction datant des années 1999. Bâtiment comprenant 4 niveaux, rez-de-chaussée, rez-de-chaussée et 2 étages. Construction composée de poteaux et planchers béton, façade béton ou légère (baies) suivant localisation. Doublage et cloison de distribution placostil ou briques plâtrières suivant localisation.

Bâtiment principal, étanchéité multicouche sous protection lourde type gravillons. Bardage extérieur par plaque sur ossature métallique.

### 1.2 Parties de l'immeuble

Extérieur de l'immeuble

Intérieur de l'immeuble

Toutes les parties d'immeubles ont été visitées à l'exception de celles décrites dans le chapitre 2.3.

### 1.3 Description des travaux

Suivant notice descriptive avant-projet définitif du 20/01/2016.

Les travaux de réhabilitation de la caisse d'Allocations Familiales comprend :

- terrasse R+2 : réalisation d'une étanchéité isolée sur celle existante avec comblement de la multitude de terrasses.
- coursive extérieure RDC : préparation du support et réalisation d'un système d'étanchéité liquide.
- façade Ouest et Nord bâtiment secondaire : dépose et nettoyage du bardage, puis repose avec mise en place d'une isolation par l'extérieur.
- ravalements des murets moellons.
- ravalements des façades béton et ossatures poteaux.

#### En option :

- réfection des bardages du bâtiment principal
- bâtiment secondaire : dépose et nettoyage du bardage, puis repose avec mise en place d'une isolation par l'extérieur.
- dépose du groupe froid en terrasse
- création d'un local groupe froid en sous-sol dans le vide sanitaire

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES - 51, ROUTE DE CHERVEUX - BATIMENT BUREAUX -  
79034 NIORT CEDEX 9



Rapport :  
Dossier : 1604216C0000001/001

## ► 2. Déroulement de la mission

### 2.1 Prestations réalisées :

Date de la commande de la mission :

- ☒ Entretien préalable et recueil des informations relatives à l'immeuble.
- ☒ Visite de l'immeuble pour inspection visuelle des composants susceptibles de contenir de l'amiante concernés. Cette étape est suivie d'investigations approfondies et de sondages selon nécessité.
- ☐ Prélèvement d'échantillons de matière et analyse des échantillons par un laboratoire accrédité sous-traitant de SOCOTEC.
- ☐ Laboratoire(s) d'analyse : Néant
- ☒ Enregistrement des données sur les produits et matériaux repérés.
- ☒ Rédaction du présent rapport, des annexes, croquis.

### 2.2 Personnes présentes lors de la visite :

Accompagnateur : Monsieur Roumeas

### 2.3 Informations complémentaires sur la visite

Etat d'occupation des locaux lors de notre visite :

- ☒ Les locaux étaient occupés lors de notre visite (mobiliers et personnes)
- ☐ Les locaux étaient meublés mais non occupés
- ☐ Les locaux étaient vides lors de notre visite

Ensemble des locaux

Accessibilité aux différentes parties de l'immeuble

- ☒ Visite de l'ensemble des parties de l'immeuble concernées par les travaux
- ☐ Constat de parties inaccessibles lors de la visite de l'immeuble

Autres informations sur le déroulement de la mission : Néant

### 2.4 Rapports précédemment réalisés communiqués à SOCOTEC

Les rapports de repérage de l'amiante suivants ont été communiqués à SOCOTEC dans le cadre de la présente mission.

Référence	Date du rapport	Organisme de repérage	Objet du rapport	Principales conclusions
EAB8713/001	24/07/2012	SOCOTEC NIORT	Dossier Technique Amiante	Absence d'amiante

### 2.5 Liste des PV antérieurs mis à disposition de SOCOTEC

Les documents suivants issus des laboratoires d'analyse de matériaux et produits ont été mis à disposition de SOCOTEC pour la présente mission.

Nom du Laboratoire	N° du PV	Date	Composant concerné
LEM LABORATOIRES	12S032567-001	02/08/2012	Flocage cotonneux

Code mission HCAG

Rapport de repérage Amiante avant travaux P 4 / 8



CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES - 51, ROUTE DE CHERVEUX - BATIMENT BUREAUX -  
79034 NIORT CEDEX 9



Rapport :  
Dossier : 1604216C0000001/001

## 2.6 Plans des parties d'immeuble concernées par la mission

Les plans des parties d'immeubles concernées par la mission sont les suivants.

Partie d'immeuble (localisation)	Titre du plan
Extérieur de l'immeuble	
Intérieur de l'immeuble	Vide sanitaire



Rapport :  
Dossier : 1604216C0000001/001

### ► 3. Résultats détaillés du repérage

Les tableaux suivants décrivent les résultats du repérage classés par localisation.

Successivement sont présentés :

Les composants contenant de l'amiante (§ 3.1),

Les composants de l'annexe A de la norme NF X 46-020 repérés sans amiante (§3.2 et 3.3)

Les composants de l'annexe A de la norme NF X 46-020 pour lesquels l'analyse en laboratoire nécessaire pour identifier l'amiante n'a pas encore été effectuée (§ 3.4)

Quelle que soit la situation et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, le propriétaire est tenu d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux ou produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

<b>a</b> 3.1 Composants contenant de l'amiante		
Identité du composant	Zone homogène	Mode de reconnaissance : n° échantillon / analyse / Laboratoire
Ensemble des parties d'immeuble concernées par la mission (voir §1.2 et §2.3)		
Néant		

<b>N</b> 3.2 Composants non susceptibles de contenir de l'amiante, (reconnaissance visuelle)		
Identité du composant	Zone homogène	Mode de reconnaissance
Intérieur de l'immeuble		
Conduit de fluide (eau) <sub>4</sub> canalisation PVC	vide sanitaire - réseau d'évacuation	Visuel (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante : reconnaissance visuelle)

<b>N</b> 3.3 Composants repérés sans amiante, (analyse en laboratoire)		
Identité du composant	Zone homogène	Mode de reconnaissance : n° échantillon / analyse / Laboratoire
Extérieur de l'immeuble		
Flocage <sub>1</sub> flocage cotonneux	sous face du plafond parking	12S032567-001 / MOLP / LEM LABORATOIRES
Intérieur de l'immeuble		
Flocage <sub>3</sub> flocage cotonneux	vide sanitaire	12S032567-001 / MOLP / LEM LABORATOIRES

<b>?</b> 3.4 Composants de la liste de l'annexe A de la norme NF X 46-020 non analysés (*)		
Identité du composant	Zone homogène	Commentaires
Ensemble des parties d'immeuble concernées par la mission (voir §1.2 et §2.3)		
Néant		

(\*) Ces composants doivent faire l'objet d'une analyse avant le début des travaux : sinon ils seront considérés comme contenant de l'amiante.

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES - 51, ROUTE DE CHERVEUX - BATIMENT BUREAUX -  
79034 NIORT CEDEX 9



Rapport :  
Dossier : 1604216C0000001/001

## ► 4. Autres composants repérés

Les informations sur d'autres composants communiquées par le propriétaire, le mandataire ou le laboratoire d'analyse sont mentionnées dans les tableaux ci-dessous.



### 4.1 Autres composants portés à la connaissance de l'opérateur contenant de l'amiante

Identité du composant	Zone homogène	Mode de reconnaissance : n° échantillon / analyse / Laboratoire
Ensemble des parties d'immeuble concernées par la mission (voir §1.2 et §2.3)		
Néant		



### 4.2 Autres composants portés à la connaissance de l'opérateur ne contenant pas d'amiante

Identité du composant	Zone homogène	Mode de reconnaissance
Ensemble des parties d'immeuble concernées par la mission (voir §1.2 et §2.3)		
Néant		



### 4.3 Autres composants portés à la connaissance de l'opérateur en attente d'analyse

Identité du composant	Zone homogène	Commentaires
Ensemble des parties d'immeuble concernées par la mission (voir §1.2 et §2.3)		
Néant		



CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES - 51, ROUTE DE CHERVEUX - BATIMENT BUREAUX -  
79034 NIORT CEDEX 9



Rapport :  
Dossier : 1604216C0000001/001

## ► 5. Obligations consécutives aux travaux de retrait ou de confinement

Lorsque le présent rapport est suivi de travaux, le propriétaire doit effectuer après enlèvement ou confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste A ou de la liste B situés à l'intérieur des bâtiments occupés ou fréquentés, les interventions suivantes :

- Examen visuel des ouvrages par une personne certifiée,
- Mesures d'empoussièrément par un organisme accrédité par le COFRAC.

Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé, par une personne certifiée, à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux dans un délai maximal de trois ans.

Ces interventions sont rendues obligatoires par l'article R.1334-29-3 du code de la santé Publique.

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES - 51, ROUTE DE CHERVEUX - BATIMENT BUREAUX - 79034 NIORT  
CEDEX 9

Rapport :  
Dossier : 1604216C0000001/001



## ► 6. ANNEXES

Extérieur de l'immeuble	Composant : Flocage <sub>1</sub> <i>flocage cotonneux sous face du plafond parking</i>
-------------------------	---



Hygiène du Bâtiment

SOCOTEC  
Mlle SEGUINEAU  
Parc d'affaires de l'Ebaupin  
12 rue de l'Angélique  
79000 BESSINES

### RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° échantillon LEM : 12S032567-001

Version du : 02/08/2012 21 04

Page 1 sur 1

Date de réception : 27/07/2012

Référence dossier : EAB 8713 - C.A.F. DE NIORT - ELABORATION DU DTA

Référence échantillon : 1 - flocage laineux - Rez-de-jardin sous-face de plancher parking

Paramètres	Résultats	Normes
<b>Phase : 1</b>		
<b>Description visuelle</b>	<b>Matériau non compact</b>	
<i>Description microscopique en MOLP</i>	Matériau granuleux Fibres de verre	
<i>Traitement de l'échantillon</i>	-	
<i>Nombre de préparations</i>	2	
<b>* Résultat de l'analyse par MOLP</b>	<b>Pas de fibre d'amiante</b>	HSG 248(MDHS 77)

Michèle Hoehn  
Technicienne en charge des  
analyses

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations apportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole.

Eurofins LEM - Site de Saevre  
20 rue du Kochenbong - BP 50047 - 67701 Saevre Cedex  
Tél 03 88 91 1 911 - fax 03 88 916 821 - e-mail : Batiment@eurofins.com - site web : www.eurofins.fr/bat  
SAS au capital de 1 500 320 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 459 017 897 - Siret 459 017 897 00013

ACCREDITATION  
NF 1-1751  
Portée d'application sur  
www.cofrac.fr



ANNEXES P 1 / 6



CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES - 51, ROUTE DE CHERVEUX - BATIMENT BUREAUX - 79034 NIORT  
CEDEX 9



Rapport :  
Dossier : 1604216C0000001/001

Localisation : Extérieur de l'immeuble



Composant : Flocage, (N)  
*flocage cotonneux*  
*sous face du plafond parking*

ANNEXES P 3 / 6

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES - 51, ROUTE DE CHERVEUX - BATIMENT BUREAUX - 79034 NIORT  
CEDEX 9



Rapport :  
Dossier : 1604216C0000001/001

Localisation : Intérieur de l'immeuble - vide sanitaire -



Composant : Conduit de fluide (eau)<sub>4</sub> (N)  
canalisation PVC  
vide sanitaire - réseau d'évacuation



Composant : Flocage<sub>3</sub> (N)  
flocage cotonneux  
vide sanitaire

ANNEXES P 4 / 6



CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES - 51, ROUTE DE CHERVEUX - BATIMENT BUREAUX - 79034 NIORT  
CEDEX 9

Rapport :  
Dossier : 1604216C0000001/001



CERTIFICAT N° DT1 / 0811-010

Certifie par la présente que :

**ISABELLE SEGUINEAU**

a passé avec succès les examens relatifs à la certification de ses compétences

DOMAINE TECHNIQUE	INTITULE DU/DE(S) TYPE(S) DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER	DEBUT DE VALIDITE	FIN DE VALIDITE
AMIANTE	Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	07/11/2013	06/11/2018

qui ont été réalisés par Socotec Certification conformément aux arrêtés compétences :

Arrêté du 21 novembre 2010 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques qui réalisent des diagnostics techniques immobiliers dans les Centres d'Accréditation des Opérateurs de Diagnostic Immobilier.



ACCREDITATION N° 4088  
PORTÉE INTERNATIONALE PAR  
MEMBRE COFRAC FR

Directeur de SOCOTEC Certification

*[Signature]*  
Bruno LABARRE

Ce certificat a été délivré suite à la réussite d'un candidat à un certificat SOCOTEC Certification au minimum pour la première fois. L'annulation des certificats dépendra de la loi relative à SOCOTEC Certification à l'adresse [www.socotec-certification.com](http://www.socotec-certification.com).  
Socotec Certification - SAS au capital de 40 000 euros - RCS Versailles 490 946 209 - Les Quadrants - 3 Avenue de Centre - Guyancourt - CS 20702 - 78182 Saint Quentin des Tuilleries Cedex - [www.socotec-certification.com](http://www.socotec-certification.com)

ANNEXES P 5 / 6

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES - 51, ROUTE DE CHERVEUX - BATIMENT BUREAUX - 79034 NIORT  
CEDEX 9

Rapport :  
Dossier : 1604216C0000001/001



AXA ENTREPRISES  
Construction IDF  
Production Grands Comptes  
PAT



### ATTESTATION D'ASSURANCE

VALABLE DU 1<sup>er</sup> JANVIER 2016 AU 31 DECEMBRE 2016

\*\*\*\*\*

AXA FRANCE IARD SA - 313, Terrasses de l'Arche 92727 NANTERRE CEDEX, atteste que la  
**SOCIETE SOCOTEC France** - les Quadrants - 3, avenue du Centre - GUYANCOURT - 78182 SAINT  
QUENTIN EN YVELINES CEDEX est titulaire à effet du 1<sup>er</sup> Janvier 2001, du contrat numéro  
37503519275087 garantissant sa responsabilité civile professionnelle et exploitation encourue du fait  
des missions qui lui sont confiées.

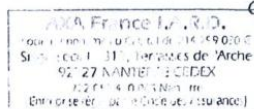
Ce contrat garantit, à hauteur de 1.500.000 € par sinistre, notamment :

- les missions relatives à l'établissement de l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante, prévu à l'article L.1334 - 12-1 du Code de la Santé Publique et définies aux articles R.1334-20 à 25 du code de la santé publique ainsi que toutes autres missions de vérification technique.
- Les missions relatives à l'établissement du diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L.134-1 du code de la construction et de l'habitation.
- les missions relatives à l'établissement de l'état des installations intérieures de gaz prévu à l'article L.134-6 du code de la construction et de l'habitation.
- les missions relatives à l'établissement de l'état des installations électriques prévu à l'article L.134-7 du code de la construction et de l'habitation.
- les missions relatives à l'établissement de l'état relatif à la présence de termites dans les bâtiments prévu à l'article L.133-6 du code de la construction et de l'habitation.
- Les missions de diagnostic ou de vérification relatives à la présence de plomb dans les bâtiments ainsi que les missions relatives à l'établissement du constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L.1334-5 et L.1334-6 du code de la santé publique.

LA PRÉSENTE ATTESTATION NE PEUT ENGAGER AXA FRANCE IARD SA EN DEHORS DES CLAUSES ET CONDITIONS DE LA POLICE PRÉCITÉE A LAQUELLE ELLE SE RÉFÈRE.

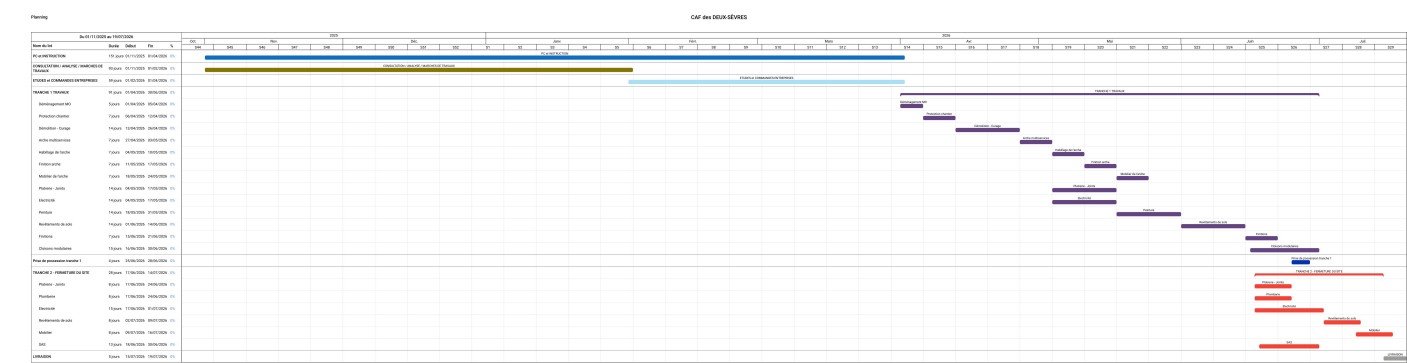
Fait à Nanterre, le 2 janvier 2016

POUR LA SOCIETE



ANNEXES P 6 / 6

2 Planning prévisionnel - CAF des DEUX-SÈVRES-APD.pdf



### 3 PHASAGE TRAVAUX.pdf



# CAF DES DEUX-SÈVRES

---

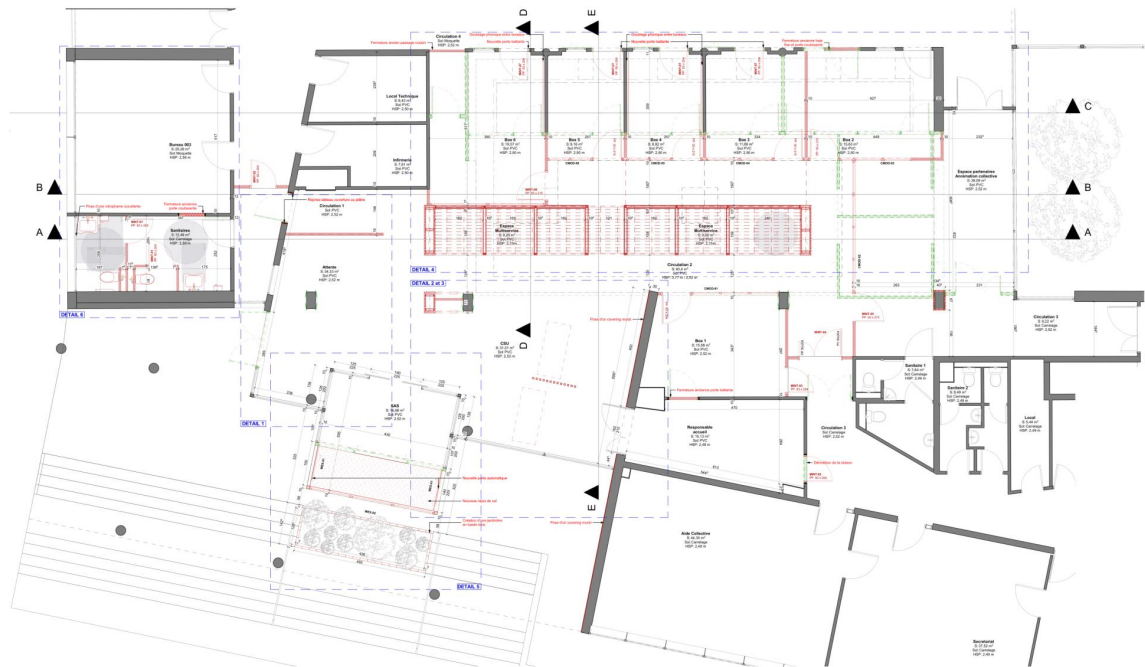
**PHASE APD - SEPTEMBRE 25**

*PROJET PHASAGE TRAVAUX*

PHASE APD - SEPTEMBRE 25

PROJET PHASAGE TRAVAUX

PROJET

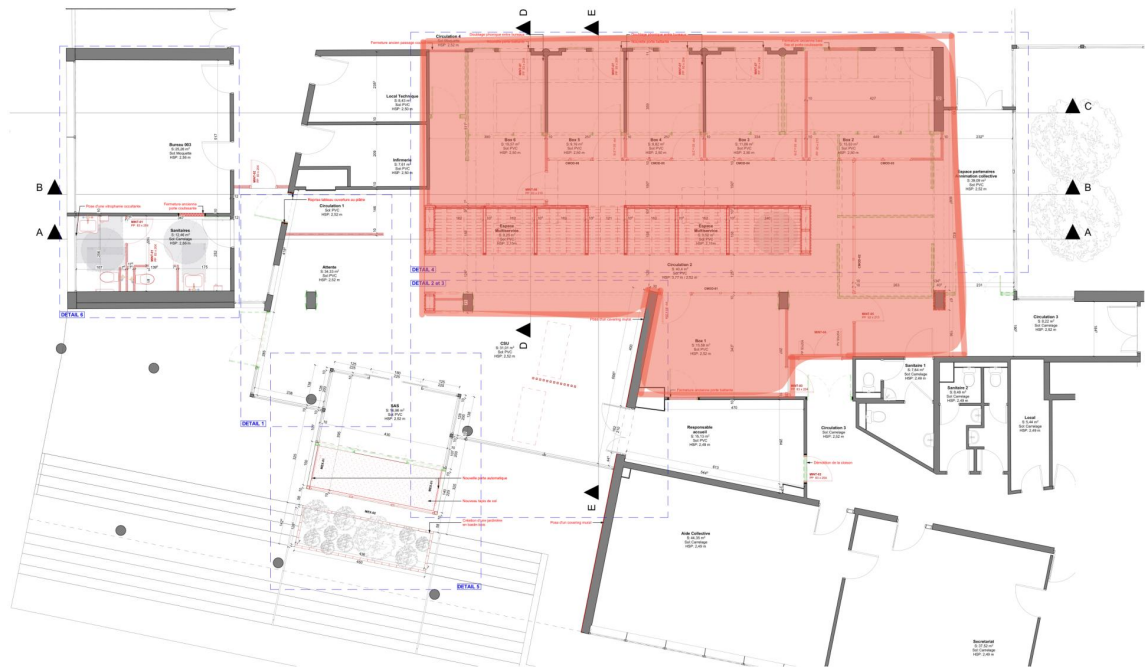


PLAN REZ-DE-CHAUSSEE  
Ech. 1/50ème

PHASE APD - SEPTEMBRE 25

PROJET PHASAGE TRAVAUX

TRANCHE 1



PLAN REZ-DE-CHAUSSEE  
Ech. 1/50ème

## PHASE APD - SEPTEMBRE 25

PROJET PHASAGE TRAVAUX

ACCUEIL ET ESPACE MULTISERVICES CONSERVÉS

MISE EN PLACE DE 2 BOXS DE RENDEZ-VOUS



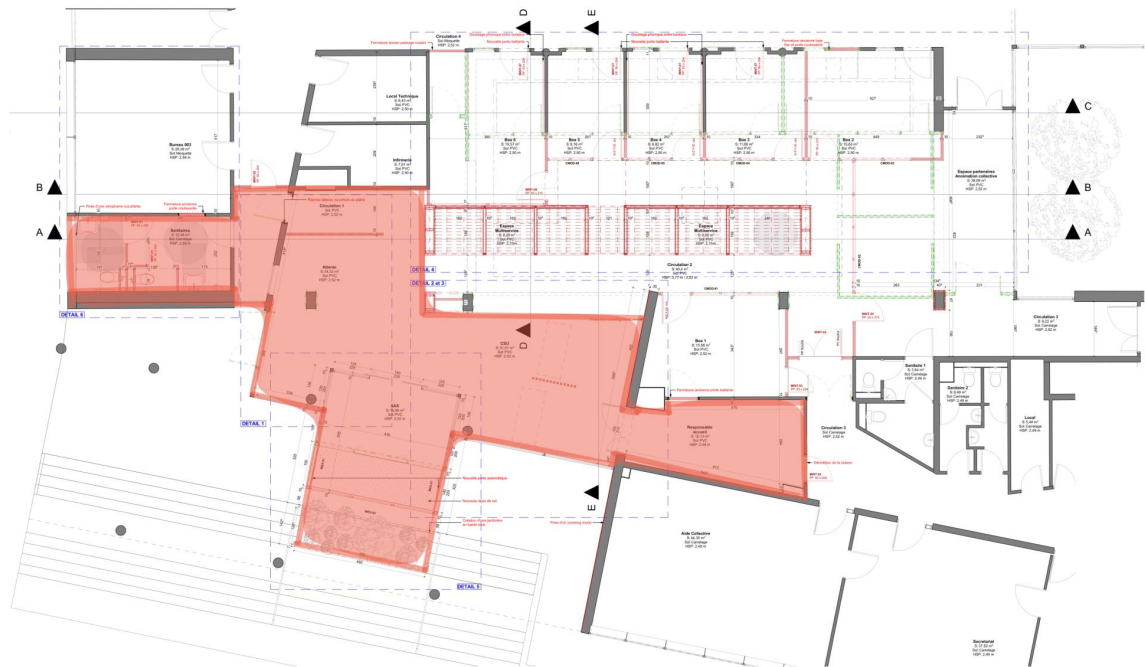


PHASE APD - SEPTEMBRE 25

PROJET PHASAGE TRAVAUX

TRANCHE 2

SITE FERMÉ AU PUBLIC



PLAN REZ-DE-CHAUSSEE  
Ech. 1/50ème